



Déclaration liminaire de l'UNSA Education

Comité Technique Ministériel du 7 avril 2021

Depuis hier, à nouveau, les établissements scolaires ne scolarisent plus les élèves compte tenu de l'évolution de la crise sanitaire qui a contraint l'exécutif, confronté à l'exigence et aux contingences du réel, à réviser sa position.

À l'UNSA Éducation, nous avons porté, et nous portons toujours, la nécessité de pouvoir maintenir les écoles et les établissements ouverts autant que possible, tout en anticipant le fait qu'il faudrait peut-être à nouveau les fermer. A nouveau, lorsque nous avons rencontré le Ministre le 26 mars, face à une situation qui se dégradait rapidement et fortement, l'UNSA Éducation avait alerté sur la nécessité de se préparer à plusieurs scénarios. Nous regrettons, qu'une fois de plus, nous n'ayons pas été entendus et le Ministère n'ait pas mis notre système en position d'organiser sereinement et collectivement le passage au distanciel pour tous et l'accueil pour les enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire.

Il aura fallu attendre plus de 2 jours après la décision du Président de la République pour avoir des instructions précises et les décisions organisationnelles portées à la connaissance de tous. Celles-ci ont été enfin communiquées le samedi 3 avril, pendant le weekend de 3 jours, pour une mise en œuvre le mardi 6 avril...

L'UNSA Éducation avait porté la nécessité d'anticiper et d'organiser avec les personnels, mais aussi avec les collectivités territoriales et les Préfets. L'expérience de l'année passée aurait dû servir. Force est de constater que l'anticipation et la collaboration ne sont toujours pas à l'œuvre. **Le dernier épisode sur le bug des ENT nous le rappelle encore.**

Pour que nous soyons prêts, il ne suffit pas de le décréter ni de le répéter, il faut le préparer. Le préparer ensemble. Après le premier jour d'enseignement à distance et d'accueil des enfants de personnels indispensables, nous vous exprimons **l'exaspération des personnels** qui sur le terrain se sont préparés et qui ont en plus, assumé les ratés, les dysfonctionnements et toute la tension qui va avec.

Deuxième sujet qu'il devient indispensable de traiter pour l'UNSA Éducation : les conséquences de cette crise au long cours pour les personnels. Les chocs multiples, l'accumulation des nombreuses situations de mise en tension depuis maintenant un an nécessitent, que leur employeur se préoccupe des conséquences pour les personnels. Certes, le Ministre, et plus largement l'exécutif et la société, ont reconnu et remercié les personnels pour leur investissement exceptionnel. Pour autant, cela ne suffit pas à dépasser les conséquences de moyen et long termes sur les conditions de travail et la santé de nos collègues. **Il est indispensable que le ministère, la DGRH avec la DGesco conduisent une étude d'impact** : qu'il s'agisse des personnels privés de leur activité en raison de leur vulnérabilité, des personnels contraints de mener des journées et de semaines de travail interminables pour faire face à la gestion des urgences, des contraintes d'accompagnement des élèves dans leurs apprentissages et leur orientation mais aussi leur situation sociale, leur santé physique et psychologique, de la nécessité de s'adapter incessamment à des évolutions des protocoles, de la nécessité de s'auto-former pour s'adapter à l'enseignement et au suivi à distance des élèves, de la communication avec leurs familles, de l'effacement des limites entre vie personnelle et vie professionnelle, des risques psychosociaux résultant notamment en raison des injonctions contradictoires parfois même entre les différents échelons décisionnels de l'Éducation Nationale.

Pour l'UNSA Éducation, il est nécessaire de conduire cette étude d'impact des effets de la crise sur les personnels de tous les métiers et de construire les réponses et régulations nécessaires.